

part de nos chefs qui nous obtiendront cette confiance. Ce qui, tout d'abord nous méritera cette confiance, c'est l'égalité dans les sacrifices. Cette égalité se subdivise en trois parties: en premier lieu l'égalité dans les sacrifices physiques. Si l'on a peur de la guerre, c'est parce que l'on craint d'encourir la mort ou la mutilation sur les champs de bataille. C'est facile d'envoyer nos jeunes gens se battre; notre seule justification d'en agir ainsi, c'est que tous les citoyens canadiens qui en sont capables sont prêts à ce sacrifice. Ensuite, il y a l'égalité dans les contributions pécuniaires. Je ne veux pas m'étendre là-dessus pour le moment mais j'y reviendrai tout à l'heure. Si un homme est physiquement inapte au service militaire, c'est son revenu normal qui devrait servir le Canada à sa place. Si l'on peut sacrifier la vie de nos jeunes gens pour la défense du Canada moyennant une simple obole, il n'est que juste, en l'absence de ce service, de faire servir la richesse des inaptes au service militaire à payer l'équivalent de cette obole. J'aborde maintenant ce sur quoi on a si souvent insisté: j'entends, sans viser le revenu normal, les profits abusifs en temps de guerre. Je n'ai que ceci à dire: la Chambre, aussi bien que le Gouvernement, sait que le peuple canadien est résolu à ne permettre à personne de sortir de la guerre plus riche qu'il n'était auparavant. Les méthodes pour arriver à cette fin ne manquent pas et les spécialistes en la matière pourront y aviser. Je sais comment les choses se passent sur le front français et je dis que le Canada devrait adopter les mêmes mesures sommaires. Lorsque les sanctions imposées à la jeunesse de là-bas sont si sévères, il me semble que les sanctions contre certain genre d'exploitation grossière du temps de guerre doivent être aussi sévères et aussi radicales. En ce qui concerne les gains réalisés pendant les hostilités, je suggère en passant ce remède aux autorités: prenons la moyenne du revenu normal d'un homme au cours des cinq dernières années et avant de décréter des impôts, décidons que tout excédent acquis pendant la guerre deviendra la propriété de l'Etat. En terminant mes remarques sur ce sujet, je déclare que mon attitude en Chambre dépendra pour beaucoup des mesures prises à cet égard. La population est résolue à exiger plus d'égalité dans le sacrifice et j'ai confiance que le Gouvernement verra à ce que le vœu pressant du peuple canadien soit exaucé.

J'ai dit que l'espoir et la confiance sont indispensables. Je ne sache rien de plus important que l'unité du pays. Il nous faut un Canada uni, il nous faut l'union de toutes les régions, de tous les groupements, ethniques

[M. Hamilton.]

et confessionnels et nous voulons que tous au pays acquièrent intégralement l'esprit nécessaire à une grande entreprise nationale.

Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de rappeler que j'ai été simple soldat pendant la dernière guerre, comme d'autres membres de ma famille; j'ai pourtant voté contre la conscription. Je ne saurais dire quelle est actuellement mon opinion sur la conscription. J'ai cru qu'une mesure de cette nature assurerait peut-être une réalisation plus équitable, plus efficace et plus pratique de nos objectifs; aujourd'hui, j'affirme que si l'unité et la coopération du Canada tout entier exigent une concession sur ce point, je suis prêt à la faire, quelles que soient mes vues personnelles.

L'on me permettra de rappeler ici une nouvelle publiée par les journaux et radiodiffusée, il y a environ une semaine, où l'on disait que des jeunes Italiens avaient assailli les gardes du canal à Sault-Sainte-Marie et avaient été repoussés. Voilà, monsieur l'Orateur, une dépêche tout à fait inexacte et malencontreuse, foncièrement injuste envers un groupe splendide de loyaux citoyens du Canada. Des bruits comme celui-là, dénués de fondement et répandus à la légère, ne contribuent pas à l'unité du pays. Souhaitons que les citoyens canadiens accomplissent leur devoir d'après les dictées de leur conscience.

Il convient aussi que nous adaptions notre vie industrielle aux exigences de la guerre. Cela s'applique à tous les domaines de la production, mais pour l'instant, je souligne cette vérité: le manque de matériel de guerre se paye en vies humaines. La guerre contemporaine est dans une grande mesure une question de matériel et d'équipement, sans quoi, les effectifs humains perdent une grande partie de leurs moyens, alors qu'avec ces atouts les armées peuvent obtenir des résultats extraordinaires. Les soldats qui se rappellent l'insuffisance de notre équipement et de notre matériel au début de la dernière guerre, insuffisance qui fit graduellement place à l'égalité, puis à la supériorité, me comprendront. Par conséquent, je pense que l'un de nos premiers devoirs dans le grand conflit qui s'engage consiste à constituer un groupe d'hommes compétents, sous une direction industrielle ferme et hardie, afin de donner à nos efforts le maximum de résultats. J'aimerais à rappeler à ce propos,—et j'espère qu'on ne verra pas dans mes remarques une allusion particulière à ma région,—qu'au cours de la dernière guerre on a négligé plusieurs occasions de tirer parti de nos ressources industrielles. Pendant longtemps, la grande industrie de la ville où je demeure n'a pas eu l'occasion de participer à la fabrication du matériel de guerre, bien qu'éventuellement elle ait fourni plus de 700,000 tonnes d'acier destiné à la